● (1150)

On supprime le contact direct entre les prostitués et leurs clients dans les endroits publics, mais puisque la prostitution persistera, de l'aveu même du ministre, les prostitués seront bien davantage à la merci de la pègre et des éléments corrompus du monde de la drogue qui leur procureront des clients. Bien que nous ne nous portions pas à la défense des prostitués, on peut difficilement nous demander d'appuyer une mesure législative qui engendrera plus de crimes et mettra les prostitués dans une situation plus difficile, précaire, dangereuse et vulnérable.

C'est pourquoi nous ne pouvons pas accepter les solutions proposées par le gouvernement. Il ne faut pas se contenter de solutions superficielles. La Commission Fraser a proposé dans certains secteurs des solutions susceptibles de remédier à ces vices qui empireront si le projet de loi du ministre est accepté sous sa forme actuelle.

L'opposition officielle s'oppose à cette mesure législative pour une autre raison très grave. La plupart des médias qui ont parlé du projet de loi ont exprimé cette objection, et la plupart des éditoriaux qui l'ont condamné l'ont soulignée également: il s'agit de la dimension des libertés civiles. Il suffit de lire le libellé du projet de loi C-49 pour se rendre compte qu'il accroît énormément le pouvoir qu'ont les policiers canadiens d'arrêter les citoyens.

Je me préoccupe du sens que l'on donne à «communication». On y fait entrer de la part d'une personne des gestes très anodins que l'on peut difficilement considérer comme une nuisance publique. De tels gestes ne gêneraient pas les autres piétons. Je ne crois pas que la police devrait s'occuper d'activités aussi peu ostentatoires. Par ailleurs, il est possible de faire beaucoup plus d'erreurs. Les policiers peuvent en effet donner à des activités qu'ils observent dans la rue une interprétation susceptible d'entraver des activités qui n'ont rien à voir avec la sollicitation sur la voie publique.

Il doit exister de meilleures solutions que celles que propose le ministre. La Commission Fraser en a recommandé quelques-unes. Nous souhaitons qu'une mesure législative s'attaque rapidement au problème, mais cette dernière doit faire l'objet de l'étude d'un comité parlementaire. Elle doit faire l'objet d'un examen de la part de tous les groupes qui ont été sidérés d'apprendre qu'un parti politique qui s'est présenté comme le défenseur des libertés civiles avant les élections allait présenter une mesure aussi draconienne que celle-là. Elle fait non seulement disparaître les nuisances que peut entraîner la prostitution de rue, ce qui est un objectif louable, mais elle nuit également à un nombre très important d'activités tout à fait innocentes qui, en aucun cas, ne peuvent être considérées comme une nuisance par les contribuables, même si nous comprenons parfaitement leurs préoccupations, et même si nous sommes tout à fait disposés à ce que ces questions relèvent du Code criminel, ce qui permettra de résoudre le problème de la prostitution de rue.

J'ai signalé, monsieur le Président, que l'Opposition officielle n'avait pas l'intention de prolonger ce débat. Un certain nombre de mes collègues s'inquiètent du problème de la prostitution de rue depuis des années. Ils ont défendu avec vigueur

Le Code criminel

diverses solutions permettant de le résoudre. Nous les encourageons tous à intervenir. Nous donnons notre accord de principe et nous attendons la présentation d'un projet de loi sérieux permettant de remédier à la nuisance que constitue la prostitution de rue. Nous espérons que le gouvernement, qui prétend avoir d'autres programmes à nous présenter cet automne, les présentera et nous permettra ainsi de connaître le plan d'ensemble qu'il a élaboré pour résoudre ce problème. Il ne faut pas se contenter de faire disparaître la prostitution de nos rues mais il faut aborder en général de façon humaine et réaliste le problème de la prostitution qui, comme le ministre lui-même l'a reconnu, et comme nous le savons tous, continuera de se poser même après l'adoption de la législation touchant les problèmes créés par la décision Hutt.

M. Svend J. Robinson (Burnaby): Monsieur le Président, je suis très heureux d'intervenir au nom de mes collègues du Nouveau parti démocratique au sujet de ce très important projet de loi. Je voudrais préciser clairement dès le départ que, selon nous, fondamentalement, le projet de loi n'aborde pas le problème de la bonne façon. Du point de vue des victimes de ce crime, des localités où la sollicitation a lieu et, en fait, d'une société qui attache de l'importance à la liberté d'expression et aux libertés civiles, ce n'est pas la façon d'aborder le problème. Ça sent l'hypocrisie. Ce remède de cheval ne pourra, à long terme, qu'aggraver la maladie qu'il vise à soigner.

Avant de me pencher sur le fond du projet de loi, je voudrais répondre brièvement à l'affirmation que le ministre de la Justice (M. Crosbie) a faite aujourd'hui à la Chambre et récemment, en Colombie-Britannique, affirmation selon laquelle les membres de mon parti et, si je ne m'abuse, votre serviteur en particulier, cherchaient à retarder la présentation à la Chambre des communes de ce projet de loi. Il a laissé entendre que le député de Burnaby réussissait à lui seul à contrecarrer ses plans et ceux de ses 210 collègues conservateurs. Monsieur le Président, je crois que les faits montrent clairement que ce sont des inepties. En effet, il a fallu attendre le soir du 26 juin, soit deux jours avant que la Chambre ne s'ajourne, pour que le ministre tente de présenter ce projet de loi à la deuxième lecture à la Chambre des communes.

Ce n'est que le 26 juin, à 22 heures, que le ministre est intervenu pour proposer la deuxième lecture de ce projet de loi. C'est donc lui seul le responsable du retard apporté dans la présentation de cette mesure, puisqu'il a attendu deux jours avant l'ajournement de la Chambre pour se décider.

Après sa tentative du mercredi soir, le ministre est-il revenu à la charge le jeudi matin avec cette importante mesure? Nous étions disposés à en débattre sachant que ce problème préoccupait gravement les habitants de Mount Pleasant et d'autres localités qui en sont victimes. Non, monsieur le Président. Il s'est contenté d'un léger effort à 22 heures, le mercredi soir, puis il a laissé tomber l'idée. Il n'est pas revenu à la charge le jeudi, pas plus d'ailleurs que le vendredi. Il s'est ensuite empressé d'aller en Colombie-Britannique attaquer de façon acerbe le député de Burnaby pour n'avoir pas collaboré avec le gouvernement. Ce sont des inepties. C'est à lui seul qu'il doit s'en prendre si ce projet de loi n'a été présenté que deux jours avant l'ajournement de la Chambre.